 GOUVERNEMENT <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R.104-33 à R.107-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme
	Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale Articles R.104-33 à R.104-37 du code de l'urbanisme

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Haut Bugey Agglomération
SIRET/SIREN
200 042 935
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
57 rue René Nicod – CS 80502 – 01117 OYONNAX CEDEX Tel : +33 4 74 81 23 70
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Laurent SAUZAY Directeur du Pôle Développement du Territoire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Guillaume TEMPELAERE Bureau d'études
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
04 37 66 42 31 gtempelaere@verdi-ingenierie.fr

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLUi
2.2 Intitulé du document
Révision allégée n°1 du PLUi de Haut Bugey Agglomération
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
https://www.hautbugey-agglomeration.fr/
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Intercommunalité du Haut Bugey Agglomération, 42 communes, 688 km².
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
La révision allégée porte sur la commune de Vieu-d'Izenave, d'une superficie de 23,73 km².

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes, approuvé le 10 avril 2020.
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT du Haut Bugey approuvé le 23 Mars 2019 et en cours de révision dans le cadre de son extension sur les communes de l'ex C.C. du Plateau d'Hauteville.
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
<ul style="list-style-type: none"> - SDAGE Rhône Méditerranée 2022-2027 - PCAET Haut-Bugey Agglomération - PPR communaux (la commune n'est pas concernée) - Plan d'exposition aux bruits Aéroport Oyonnax-Arbent (ne concerne pas la commune)
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLUi a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Dernière évaluation réalisée en 2019 Avis de le MRAE pour la révision formulé le 23 juillet 2019.
Si cette évaluation a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Si oui, préciser la date de l'actualisation
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
L'avis de la MRAE sur l'évaluation environnementale portait sur plusieurs points. Le PLUi-H a pris en compte ces retours, le rendant ainsi plus respectueux des enjeux environnementaux. Cependant cette prise en compte n'a aucune conséquence sur la procédure actuelle qui ne concerne qu'un secteur limité et déjà urbanisé du territoire de Vieu d'Izenave.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Le PLU a fait l'objet de 6 modifications depuis l'évaluation environnementale initiale. La dernière procédure, modification n°7, a été approuvée le 08/06/2023. Son unique objet était le suivant : <ul style="list-style-type: none"> - Le reclassement en zone naturelle de plusieurs parcelles situées au sud de la zone 2Aux (actuellement occupée par l'aérodrome) et bénéficiant aujourd'hui d'un zonage UXcp à destination commerciale.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine		
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique		
Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.		
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLUi		
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)		
63365 habitants en 2020 Vieu d'Izenave : 691 habitants		
4.2.2 Caractéristiques spatiales		
Superficie totale (en hectares)	Superficie du territoire de Haut Bugey Agglomération : 68 800 ha (avec la commune de Plateau d'Hauteville qui a son propre PLU). La superficie du territoire de Vieu-d'Izenave : 23km ²	
Superficie par zone	Actuellement	Après évolution (de la modification n°1)

	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire
Zones U	3 119,1	6,2 %	3 119,6	6,2 %
<i>Dont UXa</i>	709,9		710,4	
Zones 1AU	100,6	0,2 %	101,84	0,2 %
Zones 2AU	87,1	0,2 %	87,1	0,17 %
Zones A	9 372,4	18,5 %	9 371,9	18,5 %
Zones N	37 915,1	74,9 %	37 915,1	74,9 %
Total	50 594,3	100 %	50 594,3	100 %

L'actuelle procédure de modification entraîne le changement du zonage sur 0,5 ha de plusieurs parcelles classées en zone A vers une zone UXa après.

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Consommation pour l'habitat :

- 70 ha maximum pour les communes de chapelet urbain sur 12 ans,
- 42 ha maximum pour les communes de la frange rurale sur 12 ans,
- 37 ha maximum pour les communes de l'espace rural sur 12 ans.

Densité moyennes minimales :

- 27 logements/ha pour le chapelet urbain,
- 19 logements/ha pour la frange rurale,
- 14 logements/ha pour l'espace rural.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

Les parcelles ZC109, ZC110, C1075, C1076, C1971, C2163 et C2164 sont aujourd'hui occupées par une activité économique en lien avec l'activité sylvicole. Elle accueille notamment des engins directement liés à l'exploitation forestière.

Ces parcelles sont aujourd'hui classées en zone A alors que la vocation du bâti économique ne peut être associée à l'activité agricole.

A l'Est de ces parcelles s'étend le hameau du Chevril regroupant une dizaine de logements. A l'Ouest et au Sud, les terres agricoles bordent le site.

Outre l'incompatibilité du bâti avec le zonage dans lequel il est positionné, celui-ci ne permet pas d'éventuelles adaptations liées à l'amélioration du bâti économique.

Il est proposé de modifier le zonage et le règlement écrit en classant une partie des parcelles susvisées au sein de la zone économique **UXa**.

Cette zone, sous-secteur de la zone UX, caractérise les secteurs économiques industriels de HBA. Elle permet également la création d'entrepôts tels que ceux présents au Chevril.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☒ Oui ☐ Non Si oui, préciser la localisation et la superficie

La procédure a pour objet la création d'une zone UXa en lieu et place de zone A sur les parcelles ZC109, ZC110, C1075, C1076, C1971, C2163 et C2164. La procédure de révision allégée permettra une cohérence entre les règlements écrits et graphiques et l'utilisation réelle qui est faite de ces parcelles.

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui ☒ Non

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☐ Oui ☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui ☒ Non Si oui, préciser la localisation et la superficie

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui ☒ Non Si oui, préciser la localisation et la superficie

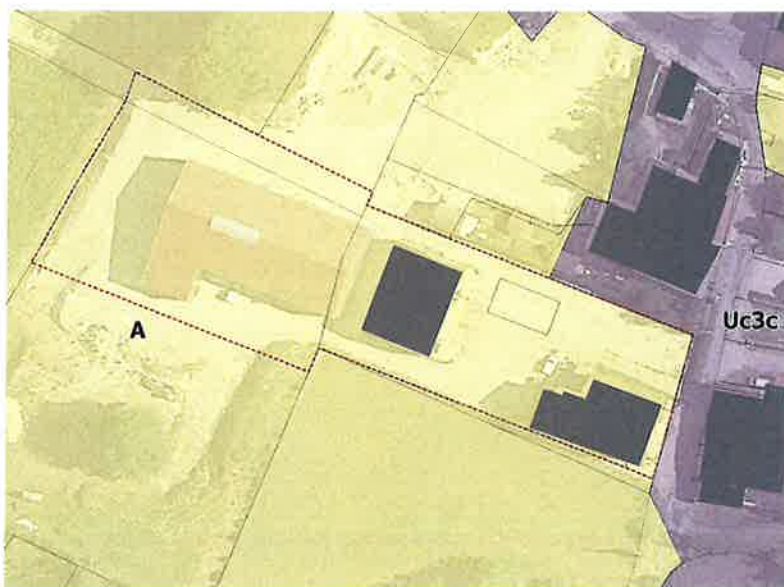
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers

☐ Oui ☒ Non Si oui, préciser la localisation et les superficies

- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier

☒ Oui ☐ Non Si oui, préciser la localisation et les superficies

La procédure a pour objet de modifier le zonage des parcelles ZC109, ZC110, C1075, C1076, C1971, C2163 et C2164 (ici entourées de pointillé rouge), située en zone A (pour une surface de 0,5 ha).



- de créer de nouvelles protections environnementales

☐ Oui ☒ Non Si oui, préciser les protections et leurs superficies

- de supprimer une protection édictée en raison de risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Si oui, préciser les protections et leurs superficies
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
NC
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L.300-6-1)
- Description de l'opération ou de projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
NC
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
NC
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Si oui, préciser les effets

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	X		L'ensemble du territoire est concerné par la Loi Montagne.

Les dispositions de la loi littoral		X	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	X		Le PLUi-H est concerné par 4 sites Natura 2000 : <ul style="list-style-type: none"> - Crêts du Haut-Jura (ZPC) - Crêts du Haut-Jura (ZSC) - Revermont et Gorges de l'Ain (ZSC) - Plateau du Retord et Chaîne du Grand Colombier (ZSC).
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement		X	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	X		Le territoire du PLUi est concerné par 1 réserve naturelle régionale : Récif fossile de Marchon à Arbent.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	X		Le territoire du PLUi est concerné par 3 sites inscrits et 7 sites classés au titre du paysage.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement		X	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	X		Les communes du PLUi suivantes sont concernées par un PPRN : Bellignat, Brion, Dortan, Groissiat, Maillat, Martignat, Montréal-la-Cluse, Nantua, Oyonnax, Port, Saint-Martin-du-Fresne.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L.515-8 du code de l'environnement	X		Deux servitudes relatives aux installations classées : <ul style="list-style-type: none"> - Société des pétroles SHELL sur le territoire de la commune du Port. - Station-service AVIA sur celui de la commune d'Arbent.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement		X	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier		X	

Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	X		Le seul SPR du territoire se trouve dans la commune de Nantua.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	X		Le territoire intercommunal est concerné par 13 monuments classés et inscrits au titre des Monuments Historiques.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	X		Le territoire est couvert par 155 zones humides, soit 3,3% du territoire.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	X		Le SCoT du Haut Bugey fixe les orientations des PLUi et PLU en matière de trame verte et bleue.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	X		Le territoire de la commune est couvert par 75 ZNIEFF de type I et 6 ZNIEFF de type II.
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	X		Le territoire du PLUi est couvert par 3 ENS : - Lac Genin, tourbières des Renons et des Molonnes. - Lac des Sylvans - Zone humides de Brénod.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	X		Arrêté de protection de biotope : - Protection des oiseaux rupestres (sur 18 communes) - Etang des loupes (uniquement sur le territoire de la commune de Brénod).
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection ou prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	X		Le territoire de la commune est couvert par de nombreux EBC.
Autre protection	X		Parc Naturel Régional du Haut-Jura.

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	X		Comme l'entièreté du territoire du PLUi-H.
Les dispositions de la loi littoral		X	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement		X	

Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement		X	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement		X	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement		X	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier		X	
Autre protection		X	La parcelle concernée par la révision allégée n'a pas d'enjeux environnementaux connus (pas d'EBC, pas d'éléments de la trame verte et bleue, pas de sites de protections environnementales, ...)

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)		X	Le site Natura 2000 le plus proche, Plateau du Retord et Chaîne du Grand Colombier (ZSC), se situe à plus de 8 kilomètres.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement		X	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement		X	
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement		X	

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine		X	
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine		X	
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement		X	La zone humide la plus proche du secteur se situe à 900 mètres du secteur visé par la présente procédure.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)		X	
D'une ZNIEFF (préciser I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement		X	
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme		X	
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code		X	
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection on prévue à l'article L. 141-1 du code forestier		X	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme		X	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme		X	
Autre protection		X	

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☐ Oui ☒ Non Si oui, précisez :

--

ANNEXE 1 - DOSSIER DE MODIFICATION DU PLUi

(voir annexe)

ANNEXE 2 – LOCALISATION DU SECTEUR CONCERNE PAR LA MODIFICATION

ANNEXE 3 – AUTO-EVALUATION

(voir annexe)

ANNEXE 4 : ATLAS CARTOGRAPHIQUE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET PAYSAGERS

(voir annexe)

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Oyonnax	le,	22/11/23
Nom	Norlevar	Prénom	Nichel
Qualité	Président		
Signature			



6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation - c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement

Se reporter à la rubrique X de la notice explicative pour la synthèse de l'auto-évaluation environnementale. Cette dernière se trouve en annexe X.

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

20/03/2024

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

RAS

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique ☒ Oui ☐ Non

- participation du public par voie électronique ☐ Oui ☒ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures ☐ Oui ☒ Non

Si oui, préciser lesquelles

- autres, préciser les modalités : concertation obligatoire dans le cadre de la révision (mise à disposition du dossier en mairie pendant la phase de la procédure ainsi que la possibilité d'écrire à M. le Maire durant la phase de procédure).

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés).	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6).	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site internet.	<input checked="" type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

5. Atlas cartographique des enjeux environnementaux et paysagers (rubrique 6)